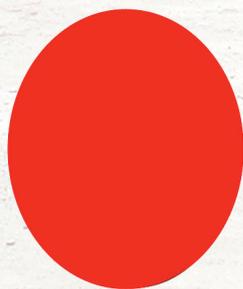


MÉMOIRE VIVE

des convois des 45000 et des 31000 d'Auschwitz-Birkenau



**Pourquoi faudrait-il que
l'Histoire se répète ...**

SOMMAIRE



p.3 Éditorial

p.4 Événements

Débat sur la motion,
Règlement intérieur, activités 2017, orientations 2018

p.8 Un peu d'histoire

Au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, salle Jean Borne...

p.10 Page culture

Prix Goncourt 2017

p.12 Pour mémoire

Mémoire Vive retourne dans l'Aisne
75^e anniversaire du départ des 31000 vers Auschwitz-Birkenau
Caen rend hommage à André Montagne
Les Trois "45000" d'Arcueil
Assemblée générale de Mémoire d'Aincourt

Le mot de la trésorière

Chers adhérents et lecteurs de notre bulletin,

N'oubliez pas de renouveler ou d'adhérer à notre association.

C'est grâce à vos adhésions et vos dons que nous pouvons faire vivre notre association, et assurer son bon fonctionnement.

Avec vos dons, nous avons pu faire participer 4 jeunes au voyage à Auschwitz-Birkenau en juillet dernier.

Merci pour vos messages de soutien, d'encouragement et d'amitié qui nous confortent dans notre détermination.

Josette MARTI



Contact et commande de publications :Yvette Ducastel.....☎ : 01 47 25 02 72.....mail : yvette.ducastel@orange.fr

Contact exposition :Jean-Marie Dusselier...☎ : 01 34 89 47 46.....mail : jmdusselier@orange.fr

Trésorière :Josette Marti☎ : 06 61 17 86 69.....mail : jo.marti@free.fr

Site internet :http://www.memoirevive.org/

Vous souhaitez le concours de Mémoire Vive à l'une de vos initiatives (rencontres scolaires, débats...), contactez Yvette Ducastel ou Jean-Marie Dusselier

Le 3 février 2018, Mémoire Vive a tenu son assemblée générale à la Maison des Métallos à Paris. À cette occasion et après un débat dont les principales positions sont reprises dans ce bulletin, les participants ont adopté à la majorité la motion présentée par le conseil d'administration.

Montée des extrêmes droites, de la xénophobie et des intégrismes dans le monde

Depuis quelques décennies, mais s'accéléralant ces dernières années, on constate en France, en Europe, et dans le monde, sous des formes diverses, la montée de forces nationalistes réactionnaires et xénophobes qui rappellent de sombres moments du passé.

En France, pour la deuxième fois dans l'histoire, la famille Le Pen arrive au deuxième tour d'une élection présidentielle, double son pourcentage de voix au second tour, et son parti augmente significativement son nombre de députés. En Allemagne, un parti ouvertement xénophobe fait son entrée fracassante au parlement fédéral et devient la troisième force politique du pays. En Autriche, un candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle a été repoussé de justesse, mais des ministres d'extrême droite rentrent au gouvernement pour la deuxième fois de l'histoire du pays. En Hongrie et en Pologne, des gouvernements piétinent ostensiblement l'état de droit et la liberté de la presse, agitent la peur des migrants, récusant toute idée de droit d'asile à des êtres humains en très grave détresse. En Pologne, sous prétexte de rétablir l'histoire des camps de la mort qui furent effectivement nazis et non polonais, on déclenche des polémiques nationalistes et coercitives qui ne font pas avancer l'histoire.

Dans tous les cas, ces partis invoquent la peur des migrants, des étrangers, voire la préservation de la race, promettent un renouveau nationaliste et un retour aux valeurs traditionnelles, souvent empreintes d'intégrisme religieux, reviennent sur les droits des femmes. Ils réussissent à capter des électeurs populaires, désespérés en raison de leurs dures conditions de vie, souvent lassés des partis traditionnels et des politiques d'austérité, inquiets de la montée des inégalités et de la précarité.

De l'autre côté de l'Atlantique les États-Unis ont élu Donald Trump, milliardaire aujourd'hui à la tête d'un gouvernement de milliardaires comme il n'y en a jamais eu. Il a bâti sa campagne sur la propagation de faux, un racisme et un sexisme rampant, la remise en cause du système de santé pour les pauvres, les Mexicains et les musulmans comme responsables de tous les maux, faisant oublier la rapacité de la classe qu'il représente, mais aussi la négation de la science, de la culture et du réchauffement climatique. Bien qu'il rencontre une forte opposition dans

son pays même, sa politique extérieure provocatrice et inconséquente est porteuse de graves menaces pour le monde et la paix, notamment au Moyen-Orient, mais aussi vis-à-vis de la situation créée par la Corée du Nord.

Cette montée des partis xénophobes s'alimente et trouve son pendant dans la montée des extrémismes religieux dont le plus abouti reste l'État islamique, bâti sur les ruines de l'intervention militaire hypocrite des États-Unis, et dont l'idéologie et les actes rappellent les pires moments de l'histoire de l'Europe. Sans atteindre ces extrémités, la Turquie, longtemps exemplaire pays musulman et laïque, dérive insidieusement sous la houlette d'un président de plus en plus omnipotent qui invoque la religion pour reléguer les femmes au rang de citoyennes de seconde zone et supprimer toute allusion à la théorie de l'évolution dans les manuels scolaires, tout en s'en prenant à la liberté de la presse et de critique.

Plus loin de nous, un grand pays comme l'Inde a vu ses électeurs basculer vers des partis nationalistes religieux qui n'augurent rien de bon sur les relations à long terme entre les diverses communautés de cet immense pays. Et même en pays bouddhiste, les musulmans Rohingyas sont victimes d'un véritable nettoyage ethnique et s'enfuient par dizaines de milliers.

L'histoire semble bégayer, l'intolérance et les intégrismes montent en puissance, et les risques de conflagration ou de guerres pointent à nouveau.

Lorsque les peuples cèdent aux sirènes du repli sur soi, aux discours démagogiques qui stigmatisent les étrangers et la solidarité avec les victimes des persécutions, nient les connaissances scientifiques et la culture, essaient de creuser un fossé entre les communautés religieuses ou ethniques au nom de la supériorité ou du droit de certains, lorsqu'ils cèdent à ceux qui parlent au nom du peuple en servant les intérêts des plus riches, l'arbitraire a déjà gagné les esprits et le passé éclaire tragiquement sur ce que peuvent être les étapes suivantes.

Il est de notre devoir de rester vigilants en rappelant ce que de telles situations ont engendré dans le passé. Rien n'est jamais écrit et il est nécessaire de nous mobiliser pour que la spirale s'inverse, que la fraternité, la liberté, l'ouverture et l'optimisme restent notre avenir et celui de nos enfants.



Les Assemblées générales de “ Mémoire Vive ” sont toujours des moments riches en débats, notamment autour de la motion et celle de février dernier n’a pas failli à la tradition.

Notre bulletin s’en fait l’écho.

*MV : Yves Jégouzo,
des participants à
l’Assemblée
Générale auraient
souhaité élargir
le contenu de
la motion,
qu’en pensez-vous ?*

Yves Jégouzo : La motion est un exercice nécessairement sélectif. Le conseil d’administration avait décidé de centrer la motion proposée à l’Assemblée générale sur la montée des extrêmes droites, de la xénophobie et des intégrismes dans le monde. Au cours du débat, des participants, tout en affirmant leur accord sur le contenu proposé ont souhaité l’enrichir. Mais les motions, par les contraintes mêmes de l’exercice, doivent être relativement courtes et donc n’aborder qu’un nombre réduit de thèmes, alors que l’actualité devrait nous imposer de traiter plusieurs sujets brûlants et leurs interactions. L’année dernière nous avons abordé le drame des émigrés et des réfugiés et cette année, la montée des extrêmes

droites et de la xénophobie. Il est certain qu’il existe des liens entre ces différents phénomènes, comme il existe, de par le monde, des corrélations entre le creusement des inégalités, les replis identitaires, ethnoculturels, nationalistes et le rejet de l’émigré, de l’altérité. Toutefois, il faut bien admettre l’autonomie de la sphère des idées, des idéologies et de l’hégémonie, dans leur histoire de longue durée comme des particularités des constructions des états et des nations. D’où la complexité des analyses et la nécessité d’être vigilant sur des simplifications ou généralisations auxquelles pourraient conduire la brièveté d’un texte de motion.

*MV : Gilbert Lazaroo,
vous avez considéré
que la motion n’allait
pas assez loin
dans son analyse,
pourquoi ?*

Gilbert Lazaroo : Il me semblait nécessaire dans un pays en difficulté économique de faire la part des choses entre l’accroissement des inégalités sociales pour certains et l’accroissement des richesses pour la catégorie supérieure de nos concitoyens. Ce point de vue n’a pas été partagé par tous, car les chiffres de l’INSEE montrent une diminution des inégalités liées aux revenus des années 70 à 90 et une stagnation depuis, alors que les inégalités liées au capital se creusent. Or, je constate que c’est le système de protection sociale qui a permis de compenser et de limiter les écarts liés aux revenus. Nous en bénéficions encore grâce à la volonté d’après-guerre des membres du Conseil National de la Résistance pour construire la justice sociale.

En se fondant sur l’ensemble des revenus déclarés aux impôts période 1998-2005, la catégorie des 10% les plus riches en France double ses revenus par rapport au revenu moyen. On s’aperçoit aussi que les plus riches (3500 foyers) selon une étude de Camille Landais en 2008, et sans inversion de tendance depuis, voient leur fortune augmenter de 42%. Ce qui lui fait dire qu’un nouveau groupe social est né et pour ma part je parlerai d’une classe sociale.

J’aurais souhaité que l’on discute sur la réalité ou non des inégalités sociales. Je pense que les chiffres cachent une réalité sociale incontournable avec cette catégorie des « mal », mal-emploi, mal-logé,

mal-éduqué, mal-soigné, mal-nourri, on compte actuellement 7,5 millions de mal-emplois.

Alain Blanchard : Je partage le point de vue de Gilbert sur l’importance du système de protection sociale pour amortir les conséquences des inégalités. Or, au moment du soixante quinzième anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance, s’affirme à nouveau la volonté de tourner la page d’un moment historique où l’intervention populaire a permis des conquêtes majeures notamment sociales. Le président de la République, emboîte le pas de ceux qui dans les milieux dirigeants considèrent qu’il faut définitivement, mettre un terme aux avancées permises par le Front populaire et la Résistance. « Notre modèle social issu d’une société qui sortait de la guerre... est aujourd’hui épuisé, il ne fonctionne plus » dit Emmanuel Macron.



MV : Notre société a effectivement changé, des adaptations ne sont-elles pas nécessaires ?

Alain Blanchard : Les réformes engagées, qui affaiblissent la sécurité sociale, les droits du travail, les libertés syndicales, les services publics ou les entreprises nationales, la main mise sur la presse, les médias... répondent aux attentes du patronat, des banques et des milieux d'affaires. Denis Kessler idéologue du MEDEF, déclarait en 2007 -nous ne l'oublions pas- « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie » ou plus proches encore des idées avancées par Emmanuel Macron. « Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales ». Certes, des décennies sont passées, le monde et notre société ont changé, de nouvelles conquêtes et avancées sont aujourd'hui indispensables, mais pour qui, comment et dans quel sens ? Celui de notre époque, avec plus de

libertés, de justice sociale, de démocratie économique et de droits nouveaux, en quelques mots, des réponses adaptées aux besoins des salariés et du plus grand nombre ou bien celui de l'appétit féroce des profits qui plonge notre société et le monde, dans les inégalités, la misère, l'injustice, les guerres et conflits et saccagent notre planète ?

MV :
Notre association est-elle légitime à traiter ces sujets ?

Gilbert Lazaroo : Je rappelle que la majorité des membres des convois des 45000 et des 31000 étaient des militants engagés, avant le début de la Seconde Guerre mondiale, pour une plus grande justice sociale.

Il ne s'agit pas, dans ma proposition, que notre association transforme le monde mais de savoir comment une association de Mémoire transmet l'histoire de nos deux convois et comment elle se situe par rapport à l'engagement de nos Résistants. J'entrevois une typologie simple, se souvenir, honorer les combattants et transmettre le flambeau. C'est sur ce dernier point que je demande qu'une réflexion constante soit menée chaque année. Nos deux convois ont cette particularité de combattre pour la justice sociale et l'antifascisme. Pour finir c'est assez édifiant de se brancher sur « *l'observatoire des inégalités* »(1) et parallèlement sur le libéral quotidien économique « *les échos* » et sur le tout aussi libéral magazine « *Challenges* ».

Il me semble, et c'est personnel, que les nazis ont voulu à travers nos convois mettre en œuvre le principe de l'extermination des idées, ce qu'ils n'ont pu faire. Ceci est un tout autre débat et comme on le disait pendant la Révolution française, « à bon entendeur salut ! »

Alain Blanchard : Oui, je pense que notre association est légitime à traiter ces sujets, car tourner cette page, c'est aussi saluer la Résistance et la Mémoire des déportés assassinés, en entretenant doute et confusion. Ainsi, ces deux documentaires produits sur une chaîne de télévision publique fin décembre et portant pour titre révélateur « *Quand la gauche collaborait, 1939-1945* » et « *Quand l'extrême droite résistait* » commentés par des historiens « bien pensants » et accompagnant l'opération idéologique en cours qui depuis des années, entend mettre un terme à ce modèle social issu du programme du CNR. Ainsi sommes-nous appelés à la lucidité et à la résistance au nom des valeurs progressistes, dont nous entretenons la Mémoire et que portaient alors les Résistants et Déportés.

N'oublions jamais, comme l'affirme avec force courage et sources à l'appui, l'historienne Annie Lacroix-Riz(2), qu'au moment de la Seconde Guerre une partie de la classe dirigeante, qui avait permis la défaite, se vautrait dans la collaboration, préférant Hitler au Front populaire, tournant ainsi le dos à la Résistance, qui au prix de la vie de nos camarades déportés et assassinés, contribuait de manière décisive à bouter l'occupant nazi hors du territoire, rendant sa liberté à notre peuple et lui apportant de belles conquêtes sociales et démocratiques.

MV :
Après un débat animé, l'Assemblée générale s'est engagée à approfondir, l'année prochaine, ce thème qui est l'essence même de l'engagement de la majorité des 45000 et 31000.

(1) *L'Observatoire des inégalités est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général.*

Créé à Tours en 2003, il a pour objet de rassembler des données, de produire des analyses et de les diffuser, sur les inégalités dans quelque domaine que ce soit, en France et dans le monde.

(2) *Voir l'entretien libre auquel a participé récemment Annie Lacroix-Riz : <https://www.lemediatv.fr/video/entretien-libre-5-annie-lacroix-riz-03022018-1744>*

**SAUVEGARDE DES LIEUX ET
MANIFESTATIONS MÉMORIELS**

Fort de
Romainville



Aincourt



Caen



Invitation en HOMMAGE aux CALVADOSIENS VICTIMES
de la répression Vichyste et Nazie de mai 1942

www.memorial.org

Un article de règlement intérieur pour réaffirmer nos valeurs

L'article 3 des statuts de notre association qui définit son objet, indique clairement l'engagement de "Mémoire Vive" contre toute forme de racisme et d'antisémitisme, de xénophobie ou de discrimination. La montée des idéologies d'extrêmes droites a amené l'Assemblée générale à réaffirmer cet engagement et à prémunir l'association d'éventuels propos contraires qui pourraient être tenus par des adhérents de l'association.

« Comme défini dans l'article 2 (Objet de l'association) des statuts de "Mémoire Vive des convois des 45000 et des 31000 d'Auschwitz-Birkenau", l'association a pour objet :

- « de lutter contre les négateurs et falsificateurs de l'histoire et contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.
- de développer la vigilance et nourrir des idéaux de paix pour les générations futures. »

Compte tenu de l'histoire des convois, de la raison de l'existence de l'association, l'adhésion implique le respect de ces valeurs et de ces principes fondateurs. Elle est donc incompatible avec la tenue de propos négationnistes, racistes, antisémites, xénophobes ou discriminatoires de quelque sorte et sous quelque forme que ce soit.

Pour que l'ensemble des membres et adhérents puissent être présents aux événements organisés par l'association dans un contexte bienveillant, le règlement intérieur doit être respecté par toutes et tous. Une exclusion de l'association, après discussion avec l'intéressé, peut être envisagée dans le cas contraire. L'exclusion est prononcée par le conseil d'administration, à la majorité absolue. Celui-ci rend compte à l'Assemblée générale la plus proche.»

L'activité 2017 en quelques mots

Notre bulletin rend compte largement de l'activité de l'Association, nous n'y reviendrons donc pas en détail, voici juste quelques repères 2017 :

Un fonctionnement collectif

- 234 adhérents
- 2 réunions de conseils d'administration
- 7 réunions de bureau
- 3 bulletins, le développement du site internet

Des activités diversifiées

- Un voyage qui a réuni 40 personnes sur les sites d'Auschwitz et de Birkenau
- Une contribution ou participation à 3 hommages à des membres des convois : Madeleine Odru, André Montagne, Louis Jouvin
- Un engagement pour la sauvegarde des lieux et manifestations mémoriels : Présidence du comité de soutien pour la sauvegarde du Fort de Romainville, soutien au comité Mémoire d'Aincourt, présence à Caen.
- Un engagement dans des instances nationales : CRMD, conseil d'administration des amis et du

Musée de la Résistance nationale, Comité de libération de Paris, Comité de pilotage de la journée nationale de la Résistance

- Le renforcement de nos liens et coopération avec les musées et historiens : Musée national de la Résistance, musée d'Auschwitz-Birkenau, contribution au livre Mémorial des cheminots, journée d'étude à Montreuil, archives du Val-de-Marne
- Des partenariats dans des projets : Soissons avec l'IHS de la CGT, université du PCF, des projets pédagogiques à Stains et Cesson
- La présentation de notre exposition aux Lilas, à Cesson, Montreuil, Soissons, Romainville
- De l'innovation : lancement de notre page Facebook

Rejoignez-nous pour nous aider à poursuivre notre travail.

Vous ne pouvez pas participer à toutes les réunions ? Dites-nous sur quel type d'activité pourriez-vous être disponible ponctuellement et/ou à distance.

Nos orientations 2018

L'Assemblée générale est aussi le moment de fixer des orientations de travail

Mémoire Vive :

- poursuivra son travail pour faire connaître l'histoire des convois des 45000 et des 31000 et diffuser ses prises de position sur les dangers actuels
- Réfléchira, avec le Musée de la Résistance Nationale à l'intégration éventuelle de ses recherches dans le projet de musée virtuel du MRN
- S'attachera à monter au moins un nouveau partenariat avec l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT
- Adhèrera au Mouvement de la Paix pour coopérer à des projets portant notamment sur la notion de culture de la Paix par l'éducation. Notre association se rapprochera également de la ligue des Droits de l'Homme pour explorer d'éventuelles pistes de travail en commun.

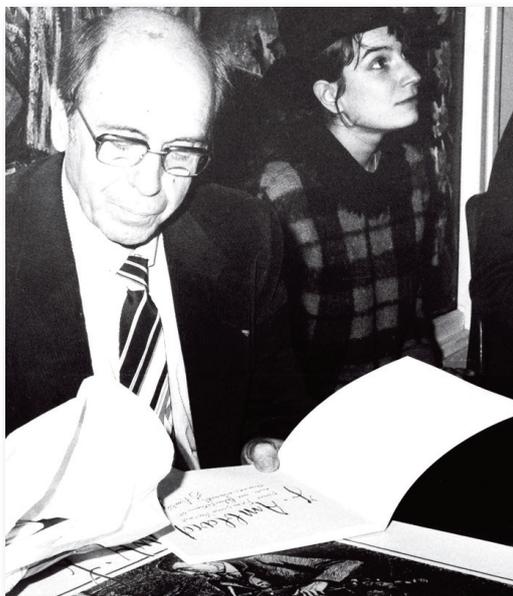
Au 94 rue Jean-Pierre-Timbaud, la salle Jean-Borne...

Mémoire Vive a tenu son Assemblée générale dans cette salle historique d'une adresse devenue siège de l'Institut d'histoire de la CGT des Métallos.

Ici, venaient s'inscrire les volontaires des Brigades Internationales. Ici, ont chanté les chorales du Front Populaire, alors que les syndicats voyant le nombre de leurs adhérents décupler achetaient des châteaux pour que les gosses aient droit à un « bol d'air ». Pour les Métallos, ce fut le château de Vouzeron, sur l'initiative de Jean-Pierre Timbaud.

Dans cette salle, quelqu'un a reproduit le mieux possible mais pas à l'échelle réelle, trois grands tableaux de mon père, réalisés alors que, s'étant fait recouper la jambe pour la énième fois, il était allé se reconstruire entre 1950 et 1952 avec ma mère et ma sœur, elles aussi pas mal éprouvées par les séquelles de la guerre, au château des Métallos, où se retrouvaient pour les mêmes raisons d'anciens déportés, rescapés de tous les camps, et autres blessés de toutes les formes de résistance aux fascismes.

Lui, sans avoir été ni arrêté ni déporté, avait sauté sur une mine après s'être engagé dans la première armée d'une République reconquise sur Vichy, poursuivant les nazis en déroute. Il était reconnu Peintre des armées, se revendiquant « témoin de son temps ».



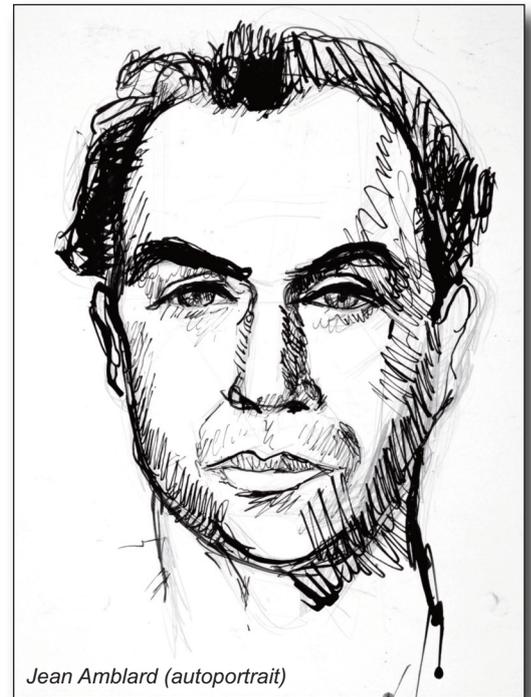
Jean et Hélène Amblard

Avec son ami et « frère de cœur » Boris Taslitzky, rencontré aux Beaux-Arts, il avait fait partie des peintres de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, née de l'appel d'Amsterdam-Pleyel de 1932, où des hommes comme Bertrand Russel, Paul Valéry, Albert Einstein, Paul Langevin, appelaient l'ensemble des humains à lutter contre les fascismes menaçant l'Europe et le monde.

Après avoir pris part, chacun de son côté, à la « drôle de guerre », les deux amis étaient revenus séparés, Jean démobilisé en passant par

l'Auvergne après un périple de Dunkerque à Londres, puis la Belgique, puis Paris, et de nouveau Paris, où il rejoint ce qu'il appellera jusqu'à sa mort « le Front national contre les fascismes », Boris, prisonnier de guerre évadé en août 1940, puis démobilisé, a rejoint le même Front, travaillant notamment avec Jean Lurçat, tout en réalisant et diffusant la presse clandestine jusqu'à son arrestation en novembre 1941. Après les prisons de Riom et de

Mauzac, le camp de Saint-Sulpice-La-Pointe, Boris sera déporté à Buchenwald le 31 juillet 1944. Sa mère, raflée en 1941, est morte à Auschwitz.



Jean Amblard (autoportrait)

Jean, petit-fils d'un maire radical-socialiste, et d'un père, ancien de 1914-1918, ayant vu pour la première fois un Noir aux Dardanelles dont il est revenu avec le paludisme, militant de l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) dès sa fondation par Henri Barbusse en 1917, pacifiste et anticolonialiste, il est profondément républicain et communiste.

Il est fou, Jean ! Il se croit dans son pays. Il imagine qu'au Salon d'automne de 1943, il peut exposer deux dessins à l'encre de chine, l'un représentant sa mère tricotant devant un livre d'Histoire ouvert sur une image de la prise de la Bastille : « La patrie en danger, vivre libres ou mourir » bien lisible. Et un autre, où l'entrée de son atelier rue d'Orchamp montre deux graffitis. L'un, la croix de Lorraine, l'autre la faucille et le marteau... Au Salon d'automne de 1943 ! Et il s'étonne d'être perquisitionné ? Bon. Dans l'atelier, son tableau en cours représente la bataille de Dunkerque. Il s'est battu en soldat, il a été vaincu, et alors ?... Les Allemands venus ici ne trouvent rien à redire. Sauf qu'il doit se présenter le lendemain rue des Saussaies.

Cette nuit-là, mon père a eu la trouille de sa vie. Quand la porte s'est refermée derrière les nazis, il a vu au beau milieu de la pièce, les matrices des faux papiers qu'il confectionnait avec soin. Discussion avec les copains. « File, tu es dangereux ! » Jean est allé rue des Saussaies avec son discours de gentil Français. Puis il est allé voir son copain, ancien de l'AEAR, toujours directeur du Musée national des arts et traditions populaires, fondé comme le Palais de la Découverte dans la foulée du Front populaire en 1937, un vieux rêve des romantiques et de la

Commune, pour faire reconnaître la culture populaire au même titre que la culture « savante », portée de longue date par des George Sand ou des Gustave Courbet... Est-ce qu'il pouvait avoir ici une mission de peintre ethnographe pour représenter la vie des paysans revenus aux anciennes méthodes en ces temps de disette ?

Grâce à cette mission donnée par Georges-Henri Rivière, Jean sera l'un des liens confortant les maquis de Corrèze où travaille Georges Guingouin, dit « Le Grand ».

Au retour, les deux se retrouveront. C'est Boris, qui viendra tout maigre et tout ému retrouver Jean au Val-de-Grâce et l'entendra dire : « Je ne suis pas diminué ... ! »

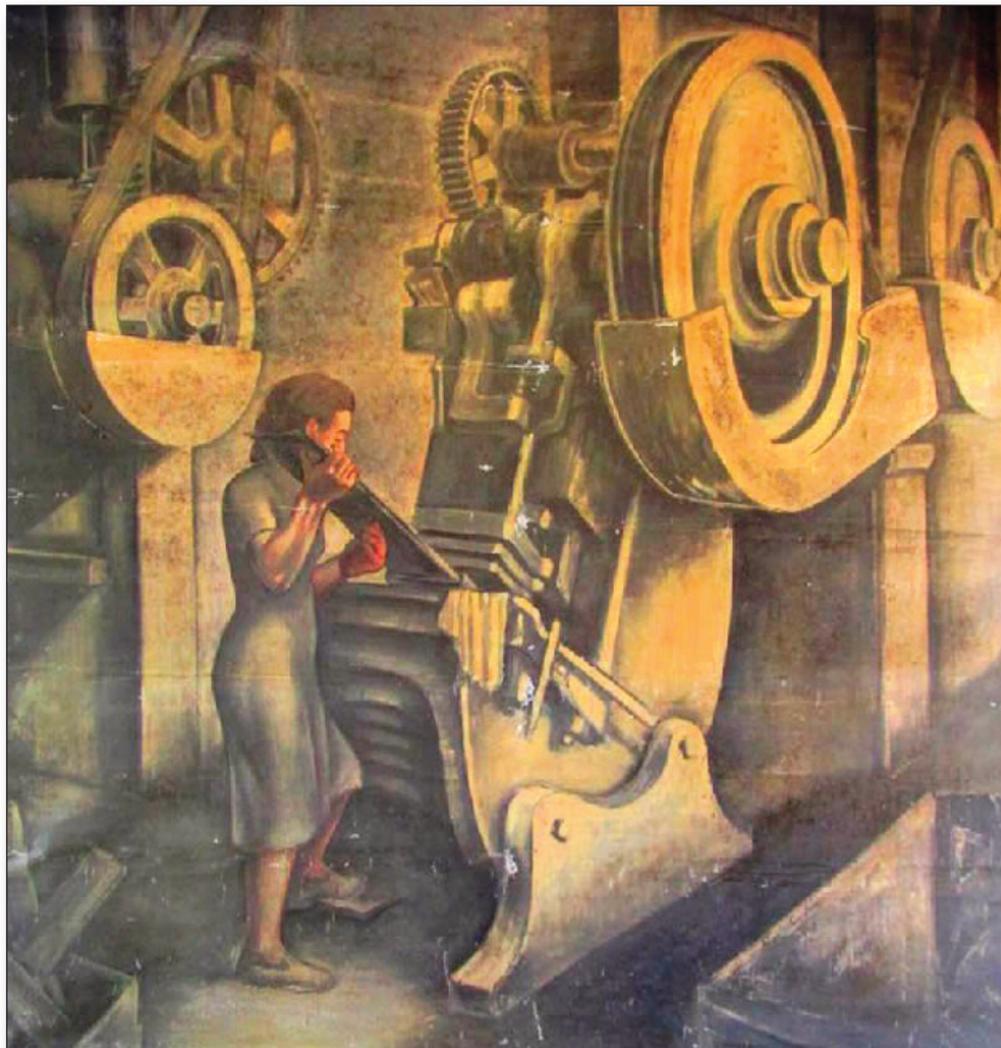
Toute leur vie, ceux-là surent s'épauler. Grâce à Boris, Jean eut une commande d'Ambroise Croizat pour réaliser *Les Maquis de France*. En 1947, Jean et Boris, envoyés par le Musée des arts et traditions populaires dans les mines de charbon et les usines sidérurgiques du Nord et de l'Est réalisaient ensemble un reportage ethnographique. Expérience fort utile à Jean, lorsque pour remercier ses camarades métallos de leur accueil et de leurs soins, il réalisa entre 1950 et 1952 les œuvres pour le

château de Vouzeron : *La Femme et la Presse*, *Le Marteau-pilon*, *Le Four Martin*, *Deux Soudeurs à l'arc*, *Honneur et Gloire à Ambroise Croizat et à Jean-Pierre Timbaud*, sur laquelle figurent ma mère et ma sœur, *La Joie de vivre et La Coulée des hauts fourneaux*. Il faut demander à la CGT où se trouvent aujourd'hui ces œuvres, toutes sauvées et restaurées grâce à tous, notamment à Jean-Pierre Elbaz, documentaliste à l'Institut, qui a su sauver l'essentiel après la vente du château par le syndicat.

À ma connaissance, *La Joie de Vivre* a été retrouvée et acquise par le musée de Denain, à qui j'ai donné l'esquisse préparatoire de *La Coulée des hauts fourneaux*. Le musée de Port-de-Bouc, où il se trouve, a magnifiquement restauré *Le Marteau-pilon*. *La Femme et la Presse* doit toujours être dans le hall du siège de la CGT à Montreuil, où je l'ai vu, l'an passé.

L'ensemble reste propriété de la CGT.

Hélène Amblard,
fille de Jean.



La Femme et la presse de Jean Amblard, fait partie de La « série de Vouzeron » (entre 1950 et 1952)
©PhotothèqueCg63 - photo Serge Seguin

Le prix Goncourt attribué à Éric Vuillard, pour l'Ordre du Jour.

**Cet ouvrage montre comment les plus grandes
catastrophes s'annoncent souvent à petits pas...
Lucile Dupont nous fait partager
sa lecture de l'ouvrage.**



Éric Vuillard

L'ordre du jour d'Éric Vuillard n'est ni un récit, ni un témoignage, ni un roman historique. Ce sont des anecdotes, écrites avec beaucoup d'ironie. Pourtant elles parlent d'une période de l'histoire plutôt sombre.

Le récit commence par la séance du 20 février 1933 dans le Reichstag, pas encore incendié, avec les patrons de tout ce que l'Allemagne compte d'industries florissantes - Krupp, Siemens, Bayer, Opel, etc. - face à un Goering, tout nouveau président du Reichstag. Le parti national socialiste a besoin d'argent pour sa campagne et leur demande de mettre la main à la poche. Cette levée des fonds est le premier rouage d'une mécanique inexorable dont nous connaissons les conséquences.

« Ils s'appellent BASF, Bayer, Agfa, Opel, IG Farben, Siemens, Allianz, Telefunken. Sous ces noms, nous les connaissons. Nous les connaissons même très bien. Ils sont là, parmi nous, entre nous. Ils sont nos voitures, nos machines à laver, nos produits d'entretien,

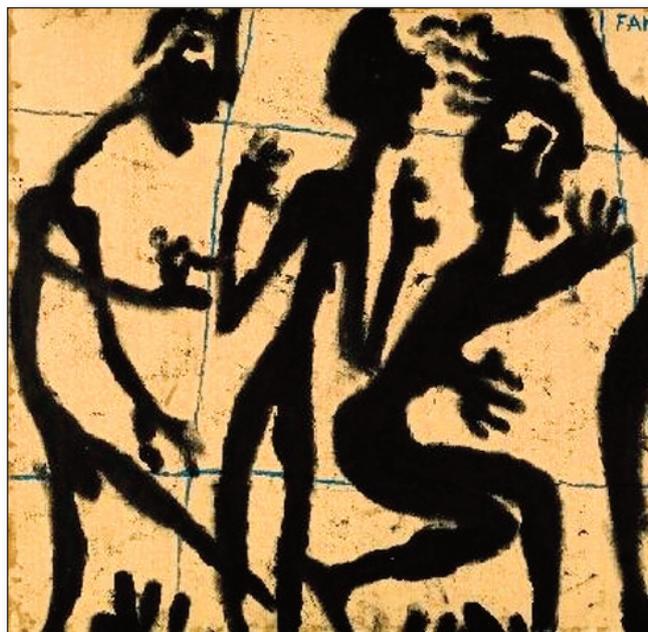
**« Nous les connaissons
même très bien.
Ils sont là, parmi nous,
entre nous.
Ils sont nos voitures,
nos machines ... »**

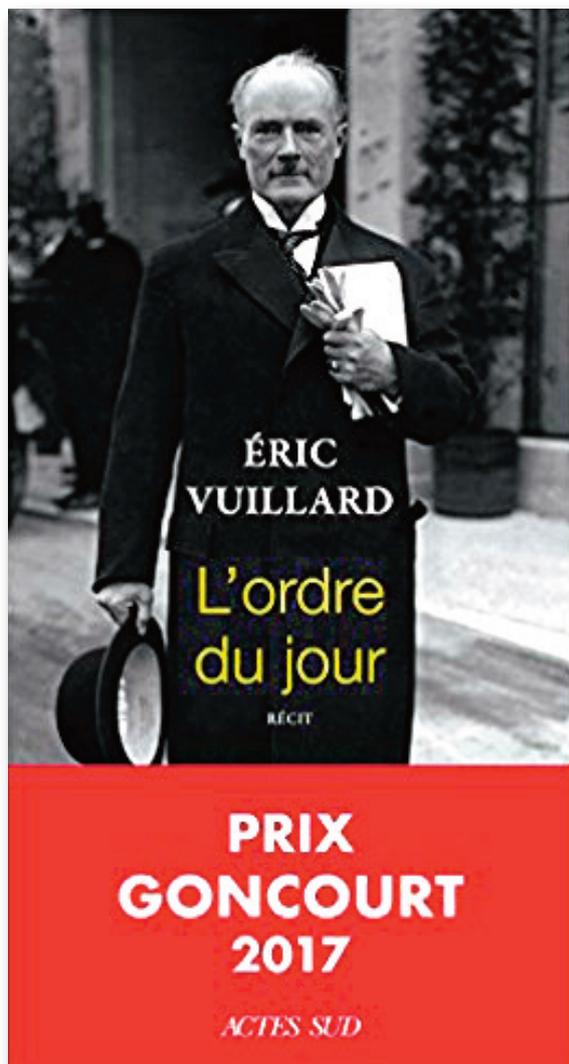
nos radio-réveils, l'assurance de notre maison, la pile de notre montre. Ils sont là, partout, sous forme de choses. Notre quotidien est le leur. Ils nous soignent, nous vêtent, nous éclairent, nous transportent sur les routes du monde, nous bercent. Et les vingt-quatre bonshommes présents au palais du Président du Reichstag, ce 20 février, ne sont rien d'autre que leurs mandataires, le clergé de la grande industrie ; ce sont les prêtres de Ptah. Et ils se tiennent là impassibles, comme vingt-quatre machines à calculer aux portes de l'Enfer ».

L'histoire se poursuit quelques années plus tard, avec Hitler installé au pouvoir. Il veut étendre son emprise sur l'Europe en annexant l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

L'entrevue entre Hitler et le chancelier autrichien Schuschnigg est une véritable scène d'anthologie : ce dernier arrive au Berghof (la résidence secondaire d'Hitler) en tenue de ski - pour passer inaperçu lors de son voyage, et se rend compte trop tard qu'il est tombé dans un piège.

Ce livre relate dans les détails le déroulement de l'Anschluss, explorant le comportement de Goering, les écoutes trafiquées, l'attitude des hommes politiques français et anglais, toute la désinformation et la manipulation de la foule autrichienne qui a accueilli « ses libérateurs ». Et en même temps, l'auteur rend hommage à ceux qui ont compris ce qui se passait : « il y eut plus de mille sept cents suicides en une seule semaine. Bientôt, annoncer un suicide dans la presse deviendra un acte de résistance ».





Il y a un passage très beau sur l'artiste Louis Soutter, et sur ses peintures faites avec les doigts :

« dans son asile de Ballaigues, Louis Soutter était peut-être en train de dessiner avec les doigts sur une nappe en papier une de ses danses obscures. Des pantins hideux et terribles s'agitent à l'horizon du monde où roule le soleil noir. Ils courent et fuient en tout sens, surgissant de la brume, squelettes, fantômes. Pauvre Soutter. Il avait déjà passé plus de quinze ans dans son asile, quinze ans à peindre ses angoisses sur de mauvais bouts de papier, des enveloppes usagées, dérobés à la corbeille. Et, à cet instant où le destin de l'Europe se joue au Berghof, ses petits personnages obscurs, se tordant comme des fils de fer, me semblent un présage ».

Il y a quelque chose de théâtral dans cette écriture, qui donne envie de lire à voix haute.

On se prend très vite au jeu. Et quand vient la fin, on aimerait bien que cela dure encore. Et en même temps, que dire de plus ? Que rajouter ?

C'est à nous maintenant de tirer de cette lecture, de cette « expérience » une réflexion qui permettra non pas de changer le passé, mais de faire en sorte que le futur soit peut-être différent.

Lucile Dupont

Eric Vuillard alterne le récit chronologique et ce qu'il adviendra plus tard des protagonistes : le procès de Nuremberg, le devenir de Schuschnigg, celui des patrons qui sont allés puiser de la main-d'œuvre dans les camps de concentration pour faire tourner leurs usines, mais qui rechigneront sans vergogne lorsqu'il s'agira d'indemniser les survivants...



Fakiristes (1937) de Louis Soutter

« dans son asile de Ballaigues, Louis Soutter était peut-être en train de dessiner avec les doigts sur une nappe en papier une de ses danses obscures ... »

Mémoire Vive retourne dans l'Aisne

Mémoire Vive et l'Institut d'histoire sociale de la CGT ont noué dans l'Aisne, un partenariat particulièrement fructueux qui a permis un approfondissement de l'histoire des convois des 45000 et des 31000 de ce département (1).

Du 3 novembre au 18 décembre 2017, après Hirson et Tergnier, c'est à Soissons, dans la magnifique bibliothèque municipale que l'exposition historique de Mémoire Vive, enrichie de panneaux réalisés par l'Institut d'histoire de la CGT sur les membres des convois du département, a été présentée. Pierre Labate a tenu une conférence le samedi 4 novembre. 13 hommes du département de l'Aisne étaient dans le convoi des « 45000 », seul Roger Debarre (46231) est rentré. cinq femmes ont été déportées dans le convoi des 31000, aucune n'a survécu.

Lors du vernissage de l'exposition, en présence de plusieurs élus, Claude Nonni, président de l'IHS de l'Aisne, a évoqué avec précision l'histoire des 45000 et des 31000 du sud du département.

MV : Qui étaient les 45000 et les 31000 du sud de l'Aisne ?

Claude Nonni : neuf Soissonnais, sur les dix neuf Axonais, faisaient partie de ces convois, quatre hommes dans le convoi des « 45000 » et cinq femmes dans celui des « 31000 ». Ces hommes

et femmes étaient avant-guerre souvent des militants syndicaux et politiques, communistes pour la totalité des neuf Soissonnais.

Ils vont entrer en Résistance, dans le prolongement de leurs activités passées. Ils s'engagent dans le combat patriotique parce qu'ils n'acceptent pas la domination de la France par les Allemands, parce qu'ils refusent l'idéologie et les méthodes des nazis ainsi que le Régime de Vichy et sa politique de collaboration.

Leur engagement prend des formes diverses, ils agissent isolés ou en participant à des groupes de Résistants (réseaux ou mouvements) comme ce fût le cas pour les cinq Soissonnaises.

Les quatre Soissonnais – Léon Busarello, Charles Del Nero, Jean Guier, Emile Maillard- sont des victimes « de la politique des otages » ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas commis d'actes de Résistance. Cette politique se met en place à la mi-septembre 1941, après différents attentats, et consiste en l'exécution de 50 à 100 otages communistes par soldat allemand tué.

Dès le 31 Août 1941, le commissaire de police de Soissons a écrit au Préfet de l'Aisne pour lui transmettre « la liste des communistes notoires qui seront pris comme

otages [...] au cas où des incidents surviendraient dans la ville. » Parmi les neuf hommes désignés figurent les quatre futurs « 45000 » :

- **Léon Busarello**, brocanteur, domicilié 94 Cité du Bois-de-Sapin à Soissons.

- **Jean Guier**, chauffeur, domicilié 37 rue des Cordeliers à Soissons.

- **Emile Maillard**, né à Vénizel, ouvrier boulanger et domicilié 41bis Cité du Bois-de-Sapin à Soissons.

- **Charles Del Nero**, coiffeur, domicilié 6 rue du Réservoir à Villeneuve-Saint-Germain. À ce propos, je voudrais préciser que j'ai rencontré sa belle-fille il y a quelques jours ; elle m'a dit que son mari, qui avait alors une dizaine d'années, s'était rendu avec sa mère au camp de Royallieu et qu'il avait vu son père. Mais lors de leur deuxième visite, arrivés trop tard, ils n'ont pu voir que le convoi s'éloigner. Elle m'a aussi précisé qu'elle remerciait notre Institut et Mémoire Vive pour le travail effectué

pour « ces gens-là », car elle a l'impression que cela s'éloigne dans les mémoires.

MV : Pourquoi et comment ont-ils (-elles) été arrêté(e)s ?

Le 29 Septembre 1941, à Courmelles, une sentinelle allemande est attaquée. dix huit militants communistes ou supposés tels, sont alors arrêtés parmi lesquels les 4 futurs 45000. Tous sont conduits à la caserne Charpentier puis transférés à Royallieu. Léon Busarello, Charles Del Nero, Jean Guier et Emile Maillard seront désignés pour Auschwitz dont ils ne reviendront pas.

En ce qui concerne les cinq femmes du convoi des « 31000 », elles appartiennent au groupe d'André Beck qui, en 1942, s'est installé à Soissons rue Jean de La Fontaine. Très vite, il entre en contact avec des membres de la famille Richier. La mère, Marguerite, veuve, habite à Soissons avec ses deux filles, Odette et Armande, au 2 place Saint-Médard. Odette devient coiffeuse et Armande institutrice à Dommiers. Dans l'état actuel de la recherche, on ne peut préciser si un membre de la famille (elles ont aussi deux frères) appartient au Parti communiste avant-guerre. Mais il est fort probable qu'un tel lien existe, car André Beck est un militant communiste et syndicaliste CGT. Or installé à Soissons en janvier 1942, il entre en contact avec des membres de la famille, Odette en particulier, dès février.

Odette, sous le pseudonyme de « Mado », est agent de liaison entre les différents responsables du département. Sa sœur et sa mère participent à ses activités, car l'imprimerie clandestine du groupe se trouve dans la cave de leur domicile. Armande, comme institutrice, est chargée de recruter dans les milieux intellectuels et d'organiser l'activité clandestine des instituteurs de l'Aisne.

« Mado » prend part à divers sabotages et incendies notamment aux Magasins Généraux de Soissons où sont stockées des marchandises pour l'armée allemande. Elle est arrêtée le 16 Octobre 1942, avec André Beck, sur la route de Soissons à Villers-Cotterêts lors d'une distribution de tracts. Les policiers perquisitionnent son domicile et y trouvent ronéo,

machine à écrire, fausses cartes d'identité, des cachets officiels de mairies et les adresses de ses deux frères. Marguerite, la mère, est arrêtée aussitôt et Armande en revenant de son travail. La mère et les deux filles sont emprisonnées à Saint-Quentin et l'un des frères, André, arrêté par la Gestapo quelques jours plus tard est à Verdun.

La famille Gigand appartient aussi au groupe d'André Beck. Le père est communiste et travaille à la distillerie de Ressons-le-Long. La famille habite une maison troglodyte à Saint-Bandry. Elle héberge le bras droit d'André Beck, Justin Eloy, et cache des armes et munitions dans un lieu proche de leur domicile.

Le 23 octobre 1942, des policiers, accompagnés de soldats allemands, font irruption chez les Gigand et perquisitionnent les lieux. Ils trouvent Justin Eloy ainsi que les armes et les munitions. Toute la famille est arrêtée dont Sophie, la mère, et Andrée, la fille.

Ainsi, en octobre 1942, le groupe André Beck est démantelé. En janvier 1943, les hommes sont transférés à Royallieu. Leurs destins respectifs seront variables. Mais les cinq femmes, Marguerite, Armande et Odette Richier ainsi que Sophie et Andrée Gigand sont déportées sous le régime « Nuit et Brouillard » et mourront à Auschwitz-Birkenau.

(1) Pour une vue d'ensemble de l'histoire des convois dans l'Aisne, vous pouvez vous procurer le dossier réalisé par Pierre Labate auprès de l'Association : yvette.ducastel@orange.fr - 0147250272

Le 75^e anniversaire du départ des 31000 pour Auschwitz-Birkenau

Tous les ans, autour de la date anniversaire du départ pour Auschwitz-Birkenau du convoi des 31000, les mairies des Lilas, de Romainville et Mémoire Vive, organisent une cérémonie d'hommage qui se déroule à la statue de Danielle Casanova, située en face de la mairie de Romainville puis au Fort de Romainville. Cette année, la ville des Lilas, à l'occasion du 75^e anniversaire du départ du convoi du 24 janvier, a présenté dans le hall de la mairie l'exposition historique de Mémoire Vive pendant 15 jours.

Le lieu imposant du Fort, l'importance de son histoire dans la politique de répression nazie, dans celle du convoi du 24 janvier et plus généralement dans la répression des femmes et des femmes résistantes donne beaucoup de solennité à cette manifestation. Tour à tour ont pris la parole, Pierre Odru, le représentant de la mairie de Romainville, Yves Jégouzo, le représentant du préfet de Seine-Saint-Denis, et le maire des Lilas.

Auprès de la statue de Danièle Casanova, Pierre Odru a insisté sur la responsabilité de chacun face au racisme, à l'antisémitisme et à la xénophobie :

Il n'y a pas de justification à l'injustifiable...

« Comment un peuple qui produit tant de poètes, de musiciens, de philosophes, de scientifiques, a-t-il pu se laisser aller à de telles extrémités, et se faire jusqu'au bout le complice morbide d'un gang sans scrupule, provoquant le mort de 45 millions d'Européens et laissant un continent entier exsangue ?

Certes, une précédente guerre désastreuse s'était soldée par l'humiliation du vaincu et une crise économique sans précédent avait nourri le désespoir et la volonté de revanche. Mais il n'y a pas de justification à l'injustifiable, sinon la fragilité des hommes et de leurs civilisations. (...)

Malheureusement, la braise n'est pas éteinte. Renaissent un peu partout les nationalismes, la xénophobie, le terrorisme et les intégrismes. En Europe, un pays vient de nommer dans son gouvernement des ministres d'extrême droite. De l'autre côté de l'Atlantique un président de télé-réalité instrumentalise la peur de l'autre pour faire oublier les inégalités abyssales où la rapacité de ceux qu'il représente a plongé son peuple, et sa morgue stupide menace la paix du monde.

L'on ne se rappellera jamais assez où cela peut conduire. Le monde est dangereux à vivre, non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire disait Albert Einstein. Les femmes qui partirent dans ce convoi du 24 Janvier 1943 pour les camps de la mort n'avaient pas laissé faire. Elles furent l'honneur de notre pays. Elles méritent bien un lieu de Mémoire : « Pour que les enfants sachent qui vous étiez » chantait le poète ».



Pierre Odru

Yves Jégouzo, après avoir rappelé les caractéristiques du convoi des 31000 a mis l'accent sur l'importance de la connaissance historique comme rempart contre la barbarie :

« Le respect des droits de l'Homme, du droit à la citoyenneté de chaque homme et de chaque femme, quelle que soit leur origine, du droit à la citoyenneté politique, économique et sociale sont les plus hautes valeurs qui doivent s'imposer à nos pays de droit et au monde.

Les femmes du convoi des « 31000 », leurs compagnes et compagnons des autres convois, ont combattu tous les signes de résurgence de l'antisémitisme et du racisme dans toutes leurs manifestations, pour les Droits de l'Homme, en appelant toujours à la vigilance. Inlassablement, nous devons poursuivre leur message même si nous n'avons pas l'autorité du témoin, en renouvelant les méthodes en ce 21^e siècle.

La connaissance de l'histoire, la compréhension des périodes historiques telles que le fascisme et le nazisme, leurs dynamiques, leurs causes profondes sont indispensables à l'éveil des consciences citoyennes et à la mise en garde contre les risques de toutes dérives.»

Caen rend hommage à André Montagne

Chaque année, le 27 janvier, la ville de Caen et Mémoire Vive invitent leurs partenaires et la population à une manifestation mémorielle à l'occasion de la Journée de la Mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité et de l'entrée des femmes du convoi des 31000 à Birkenau, en chantant la Marseillaise. Cette année, à l'initiative de la ville, cette manifestation a également permis de rendre hommage à André Montagne (1). Ce fut une cérémonie à la fois solennelle et très émouvante, préparée avec un grand professionnalisme par le service des relations publiques de la ville de Caen. Les discours de Claude Doktor, représentant la FNDIRP, de Yves Jégouzo pour Mémoire Vive ont été précédés de la lecture du témoignage de Germaine Pican (31679) sur le sens que les 31000 ont donné au chant de la Marseillaise, en entrant dans le camp et de Margita Schwalbová, médecin, déportée tchèque, témoin de cet acte collectif courageux. Ce sont ensuite les noms des victimes de la répression des attentats d'Airan qui ont été lus par plusieurs familles de déportés avant l'allocution de Monsieur Morgan Taillebosq, représentant Joël Bruneau, Maire de Caen.

Dans son allocution, Yves Jégouzo a notamment déclaré : « *André MONTAGNE a été de ceux qui ont impulsé les travaux historiques sur les spécificités du convoi des 45000. La méconnaissance de l'histoire de ce convoi au sein même du monde de la Déportation, l'exigeait. (...)* »

Le convoi du 6 juillet répond à la politique des otages des nazis et à l'ordre d'Hitler d'application d'une politique de terreur par des fusillades et des déportations massives. En outre, l'année 1942 marque également le début du génocide des Juifs en France. La conférence de Wannsee a lieu en Janvier. Le représentant d'Eichmann en France utilise la politique des otages pour obtenir le départ de 5000 Juifs vers Auschwitz entre les mois de mars et juin, avant de mettre en œuvre la déportation des «45000». En juillet, la police française organise la rafle du Vel d'Hiv, dans le cadre des accords entre Vichy et les nazis. (...) Des convois entiers partiront directement à la chambre à gaz. Plus de la moitié des Juifs déportés de France, partent en 1942 : 42000 déportés sur près de 80000. Le convoi du 6 juillet 1942, dit des «45000» a été déporté à Auschwitz-Birkenau, au cœur de la solution finale, où près de un million deux cent mille personnes sont mortes, hommes, femmes, enfants. Le convoi du 24 janvier est à la croisée des déportations. Ces hommes et ces femmes furent les témoins directs de l'extermination. (...)



Yves Jégouzo

André MONTAGNE a été aux avant-postes de tous les combats pour la Mémoire de l'ensemble de la Déportation, marqués par la fraternité entre les rescapés, leur engagement par rapport à la mémoire de leurs camarades, mais aussi leur vigilance sur les signes de résurgence de l'antisémitisme et du racisme dans toutes leurs manifestations, pour les Droits de l'Homme et l'Humanisme, un engagement conjugué au présent. (...) Au-delà de la diversité des engagements des rescapés, avec ses camarades, hommes et femmes, il a porté un message de fraternité réelle et profonde ».(...)

(1) <http://www.memoirevive.org/andre-montagne-45891/>

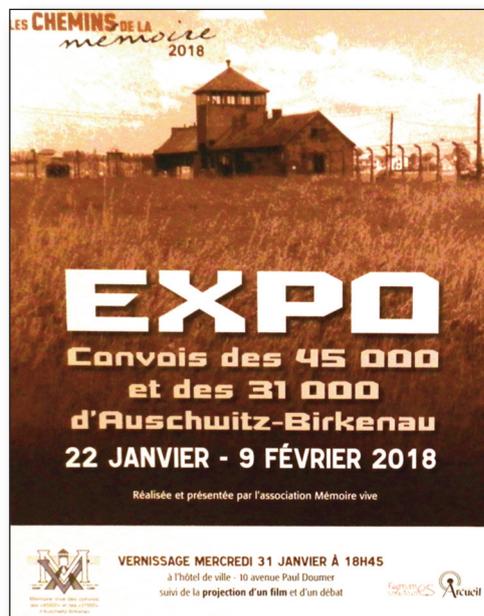
Germaine Pican (31679)

« Après quatre jours et quatre nuits de voyage depuis Compiègne, nous sommes arrivées à Auschwitz. À l'aube, les portes se sont ouvertes et ce furent des vociférations, des chiens qui hurlent, des gardiens qui crient, un bruit épouvantable qui nous faisait ouvrir les yeux et les oreilles : on n'en revenait pas ! Alors, ils ont vidé le train, jetant à terre toutes celles qui n'avaient pas retrouvé toutes leurs affaires qui étaient encore dans le train, qui n'avaient pas eu le temps de boucler leur valise. Ils jetaient tout ce monde par terre ! Et pas de Sélection pour nous ! Ils ont estimé que nous devions aller dans le camp, ensemble ! Sur notre chemin, nous avons rencontré un Kommando de travail, des juives, mal habillées, en haillons, avec des chaussures mal assujetties aux pieds, mal attachées, chaussures qu'elles avaient la crainte de perdre dans la neige ! Car il faut vous dire que, si l'on perdait ses chaussures, c'était fini, on était assurée de mourir ! Elles étaient attentives et puis si lasses, si malheureuses, toutes voûtées, le visage violacé, des plaies aux jambes ! C'était quelque chose de pitoyable ! Et ça nous a donné l'idée de ce que nous pouvions devenir, nous-mêmes, demain ! Mais il fallait continuer, il fallait regagner le camp ! Alors, nous nous sommes rassemblées avec une volonté de passer fièrement devant les Allemands ! Devant les deux rangées d'Allemands et de Kapos. Et à ce moment-là Danielle a entonné une Marseillaise formidable, et nous l'avons reprise à pleins poumons ! C'était quelque chose d'extraordinaire dans le camp ! On en parlera longtemps de cette Marseillaise ! Ça a suscité un espoir réel chez toutes les déportées qui attendaient, là, avant de partir pour le travail. Oui, on en a parlé parce que ça représentait la France ! La France au passé si généreux qui avait réussi à s'affranchir de l'esclavage et puis qui allait vers un avenir heureux ! On le supposait ! Devant les soldats, les SS qui nous attendaient, nous sommes passées très fières ! Ils n'ont pas réagi, eux-mêmes sidérés d'une audace pareille ! Oui, nous étions fières ! Notre entrée a donc été remarquée. C'était bien la marque d'une décision de ne pas fléchir ! »

Margita Schwalbová médecin, était une déportée tchèque.

« Un matin à l'entrée du camp, paraissent trois cents nouvelles venues. De quel pays arrivaient-elles ? Nous guettons attentivement. Soudain, notre respiration s'arrête, nos poings se serrent, nos yeux brillent : puissamment, au milieu de notre camp de mort s'élève La Marseillaise. « Allons enfants de la Patrie... » La main de ma voisine me serre la main. ; nos lèvres tremblent : « Contre nous de la tyrannie... » Doucement, nos sangs se réveillent. Nous voulons mieux voir, mieux entendre, nous ouvrons nos fenêtres. « Aux armes citoyens... » Pour la première fois, depuis longtemps, nous respirons profondément, avec un goût de liberté. »

Les trois "45000" d'Arcueil



archives ont permis de nourrir son intervention et d'expliquer pourquoi chacun n'avait guère laissé de trace dans la mémoire locale : le jeune Henri Bockel, enfant de L'Hay-les-Roses où il est arrêté comme militant des Jeunesses communistes clandestines fin 1940, n'emménage à Arcueil qu'après son mariage en novembre 1941 ; Georges Brunet, militant parisien du 14^e arrondissement, n'ayant habité à Arcueil avec sa famille qu'à partir de la mi-juillet 1938, est arrêté dans une affaire de distribution de tracts fin mai 1941, mais son épouse quitte la commune aussitôt après la Libération ; Jean Reich, s'il est Arcueillais de naissance, vit son enfance dans une commune voisine avant de revenir en 1936, licencié des usines Renault de Billancourt après la grève de novembre 1938, pris par hasard dans une affaire parisienne en novembre 1941, il ne semble pas avoir eu d'activité militante à Arcueil, c'est dire qu'il ne s'y trouvera personne pour porter sa mémoire, puisqu'il n'a pas d'enfant avec son épouse et que celle-ci se remarie après la guerre.

À cette occasion, les pages qui leur sont consacrées sur notre site ont été mises à jour :

<http://www.memoirevive.org/henri-bockel-45260/>

<http://www.memoirevive.org/georges-brunet-45307/>

<http://www.memoirevive.org/jean-reich-46041/>

Du 22 janvier au 9 février dernier, notre association a présenté son exposition historique dans la mairie d'Arcueil (Val-de-Marne) en l'accompagnant de la projection du film Résistance "31000" et d'une intervention de Pierre Labate sur trois "45000" Arcueillais lors de l'inauguration du 31 janvier.

Début 2017, un membre du bureau de l'association découvrait que la municipalité d'Arcueil - dans le cadre de son initiative "Les Chemins de la mémoire" - rend régulièrement hommage à trois "31000" connues et liées à la ville : Marie-Claude Vaillant-Couturier (députée de la circonscription), Maï Politzer (assistante sociale à la mairie) et Danielle Casanova (nom donné à une crèche). Le bureau décida de prendre contact avec la direction municipale afin de proposer son partenariat pour l'année suivante, offre très favorablement accueillie, notamment par Carine Delahaie, adjointe au maire chargée du travail de mémoire et des anciens combattants, et par ailleurs rédactrice en chef de Clara magazine, journal de Femmes Solidaires.

Notre exposition historique (panneaux et photos) a pu être installée dans la longue coursive de l'hôtel de ville desservant plusieurs services d'accueil au public. Elle était idéalement complétée par six panneaux spécifiques sur les déporté(e)s politiques à Auschwitz-Birkenau préparés par l'association d'histoire locale "Les Ateliers du Val-de-Bievre".

Le destin des trois "31000" liées à Arcueil étant assez largement documenté - par des livres notamment - Pierre Labate s'est plus particulièrement attaché à retracer le destin des trois "45000" domiciliés dans la commune au moment de leur arrestation mais restés « anonymes », bien que leurs noms soient inscrits sur le monument aux morts : Henri Bockel, Georges Brunet et Jean Reich. Les recherches menées en



Coursive de l'Hôtel de Ville d'Arcueil

Assemblée générale de « Mémoire d'Aincourt »



Fernand Devaux à Aincourt

Notre bulletin avait évoqué les menaces qui pesaient sur ce lieu de Mémoire et sur l'organisation de la cérémonie annuelle.

Le 10 mars, « Mémoire d'Aincourt » a tenu son Assemblée générale. Ce fut l'occasion de faire le point sur la sauvegarde d'un lieu mémoriel sur le site de l'ancien camp d'internement d'Aincourt et sur l'organisation de la cérémonie annuelle de début octobre.

L'important travail de sensibilisation mené par l'association auprès des élus locaux et nationaux, la saisine de la Ministre des Armées par le sénateur Pierre Laurent, ont permis une évolution favorable de la situation même s'il est nécessaire de rester vigilant et actif.

Les contacts avec le futur opérateur du site, le groupe « François 1^{er} », sont plutôt ouverts. Permettant la rénovation de bâtiments classés, il s'est rapproché de la direction du centre hospitalier pour envisager celle des bâtiments des Tamaris et des Peupliers qui furent respectivement les bâtiments d'internement du camp d'Aincourt pour tous les déportés hommes, femmes et enfants pour la période d'octobre 1940 à septembre 1942.

Dans le cadre de ce programme de réhabilitation, il est envisagé la reconstitution d'une cellule de l'ancien camp avec un espace d'exposition historique. Ce projet fait partie du cahier des charges du ministère de la Culture. Il serait piloté conjointement avec ce ministère et les bâtiments de France.

L'organisation de la cérémonie est une avancée à saluer même s'il demeure un reste à charge important pour les communes d'Aincourt, Limay et Magny-en-Vexin ainsi que pour l'association « Mémoire d'Aincourt ».

Par ailleurs, l'association a été contactée pour organiser la présence de jeunes, aux côtés d'un représentant des autorités militaires du Val d'Oise lors de la prochaine cérémonie prévue le 6 octobre 2018. Il s'agit de permettre à une quarantaine de jeunes du Vexin de 17 ans de réaliser leur « Journée Défense Citoyenneté » (JDC) localement sur des critères historiques et géographiques.

Enfin, l'association en partenariat avec l'ANACR travaille sur la réalisation d'un Mémoire dans le Mantois. « Mémoire d'Aincourt » contribuera à ce projet pour ce qui concerne les 45 000 internés à Aincourt

Mémoire Vive des Convois des "45000" et "31000" d'Auschwitz-Birkenau Bulletin d'adhésion - cotisation 2018

À adresser à : Mémoire Vive - Josette MARTI - 10, square Etienne Martin - 77680 ROISSY EN BRIE

NOM : Prénom :
Date de naissance : Profession :
Lien avec un 45000 ou une 31000 (indiquer le nom et le lien de parenté) :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Portable : E-mail :

Ci-joint un chèque de euros libellé à l'ordre de Association Mémoire Vive des 45000 et 31000
L'adhésion minimum est fixée à 25 euros et donne droit à l'abonnement au bulletin.

Toute somme supérieure à 25 € fera l'objet d'une attestation de don à fournir avec votre déclaration d'impôt et donnant droit à une réduction de 66 % du montant de votre versement.

